

DANS L'ACTUALITE du 18 au 20 juin 2013

Textes officiels

JORF n° 0141 du 20 juin 2013

Validation de programmes d'information et de formation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

Arrêté du 29 mai 2013 portant validation de programmes d'information et de formation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

Définition des opérations standardisées d'économies d'énergie

Arrêté du 4 juin 2013 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie

JORF n° 0140 du 19 juin 2013

Nomination à la Commission nationale d'aménagement commercial

Décret du 17 juin 2013 portant nomination à la Commission nationale d'aménagement commercial - M. DEPRESLE (Bruno)

Projet / proposition de loi

Le 20 juin 2013 : le Parlement adopte le projet de loi visant à accélérer la construction de logements

Logement et urbanisme : habilitation à adopter des mesures législatives pour accélérer les projets de construction

Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction, n° 1017, déposé le 2 mai 2013

Source: AFP du 20/06/2013

La proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales

Proposition de loi adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales, TA n° 165, 12 juin 2013

Petite loi

Jurisprudence

Contrat public

Exonération de responsabilité de la personne publique du fait de la faute des autres intervenants

La responsabilité de la personne publique n'est pas engagée envers l'entreprise titulaire du marché public lorsque la faute est imputable aux autres intervenants du marché.

CE 5 juin 2013 Région Haute-Normandie, req. n° 352917

Environnement

Procédure préalable à la modification du dispositif de la circulation aérienne

Les vices affectant la consultation de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Paris-Charles de Gaulle ont privé les populations, les collectivités et les associations de riverains de la garantie censée être assurée par cette consultation préalable et justifient l'annulation de l'arrêté portant modification du dispositif de la circulation aérienne en région parisienne.

CE 10 juin 2013 Commune de Conflans-Sainte-Honorine et autres, req. n° 355791

Directive « Nitrates » : la France condamnée

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a condamné la France pour manquement dans le cadre de sa transposition de la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « Nitrates ».

CJUE, 13 juin 2013 Commission européenne c/ République française, aff. C-193/12

Circulaire

Objectif CO2 dans les transports routiers

Une circulaire présente les outils et modalités de mise en œuvre, au niveau régional, de la démarche "Objectif CO2 les transporteurs s'engagent" dans le transport routier de marchandises et de voyageurs.

<u>Circulaire NOR : TRAT1305857C 27 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre, au niveau régional, de la charte «Objectif CO2 : les transporteurs s'engagent» dans le transport routier de marchandises et de voyageurs</u>

Réponses ministérielles

Urbanisme

Mise en demeure de libérer une voie publique d'un obstacle

<u>Rép. min. n° 06250, JO Sénat du 13 juin 2013</u>

Classement en zone urbaine d'un terrain non viabilisé

Rép. min. n° 03643, JO Sénat du 13 juin 2013

Préemption

<u>Rép. min. n° 02995, JO Sénat du 13 juin 2013</u>

Collectivité territoriale

Financement des investissements des communes

Rép. min. n° 02252, JO Sénat du 13 juin 2013

Allègement des obligations pesant sur les collectivités

Rép. min. n° 01984, JO Sénat du 13 juin 2013

Vu par ailleurs

Contrat public

Certificats de qualification professionnelle : ce que dit le Code des marchés publics

L'exigence de la seule détention d'une qualification précise délivrée par un organisme de qualification mentionné à titre exclusif dans un marché public comme recevabilité d'une candidature est illégale.

Source : la gazette des communes du 20/06/2013

Rencontres de l'achat public : quelques astuces pour faciliter la chaîne de paiement des factures

La réduction des délais de paiement est, avec le nouveau cadre juridique mis en place et la perspective d'un paiement à 20 jours en 2017 pour les marchés de l'Etat, l'une des principales préoccupations des acheteurs publics.

Source: le moniteur du 19/06/2013

La dématérialisation, un passage obligé pour améliorer la performance des achats

Les exigences en matière de dématérialisation de l'achat public ne cessent de se renforcer, notamment en lien avec les directives européennes

Source: localtis.info du 19/06/2013

Un prix bas n'est pas nécessairement un prix anormalement bas

Dans un arrêt du 29 mai 2013, le Conseil d'Etat a eu l'occasion d'apporter quelques précisions concernant la détection d'une offre anormalement basse par le pouvoir adjudicateur. L'affaire litigieuse concerne un marché de l'Etat mais la solution rendue par la Haute Juridiction peut s'appliquer aux collectivités territoriales.

Source: localtis.info du 18/06/2013

Urbanisme

Le gouvernement veut redonner cohérence et efficacité aux règles d'urbanisme commercial

Sylvia Pinel, ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme, a présenté mercredi 19 juin en conseil des Ministres, son plan d'action pour le commerce et les commerçants. Parmi les 50 mesures, certaines concernent l'urbanisme commercial, qui doit retrouver « cohérence et efficacité ».

Source: le moniteur du 20/06/2013

Bientôt la fin du régime d'exception pour les "drives"

Les "drives" seront bientôt soumis à autorisation. La ministre du Commerce, Sylvia Pinel, a confirmé, mercredi 19 juin, ce qu'elle avait annoncé il y a quelques jours devant l'Assemblée permanente des chambres de métiers.

Source: localtis.info du 19/06/2013

Le plan d'action pour le commerce et les commerçants

La ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme a présenté une communication relative au plan d'action pour le commerce et les commerçants.

Source: Conseil des ministres du 19/06/2013

Le projet de loi ALUR voit (trop) grand

Encore un « monstre » législatif pour le Parlement : après les trois projets de lois décentralisation », le projet de loi ALUR, porté par la ministre du Logement et de l'égalité des territoires Cécile Duflot, qui devrait être présenté le 26 juin en conseil des ministres, s'annonce comme un véritable marathon : 84 articles, répartis en quatre titres, touchant à la fois aux rapports propriétaires-locataires, aux copropriétés dégradées, à l'hébergement, à l'urbanisme opérationnel... qu'il faudrait faire adopter dans l'idéal avant la fin 2013 puisque l'objectif de construction de 500 000 logements par an est toujours en ligne de mire.

Source : la gazette des communes du 19/06/2013

Le projet de loi Alur posera l'interco comme "acteur unique" de la lutte contre l'habitat indigne

Suite du feuilleton "Alur" orchestré par le ministère du Logement. Après les professions immobilières la semaine dernière puis, lundi, l'habitat alternatif (qu'il soit "participatif" ou "mobile"), c'est au tour de l'habitat indigne.

Source: localtis.info du 19/06/2013

Colloques / Séminaires

6e édition des Rencontres des acteurs publics

Du 2 au 4 juillet 2013 au Conseil économique, social et environnemental - 9, place d'Iéna - 75775 Paris cedex 16

Renseignements et inscriptions : http://rencontres.acteurspublics.com

Contact: contact@lecese.fr

▶ 73e Congrès annuel des directeurs généraux des collectivités territoriales

Du 17 au 19 octobre 2013 au Palais du Pharo - 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille L'édition 2013 s'articulera autour d'ateliers thématiques sur l'Acte III de la décentralisation, le financement des collectivités dans la gestion dynamique de leur patrimoine, la protection sociale complémentaire des agents, la mutualisation des services, etc.

Inscriptions et renseignements : www.congres-sndg.info et http://salon-expolis.com Contact : tds:tdesrieux@mediacontactservices.com; jlc:td:@mediacontactservices.com; jlc:td:@mediacontactservices.com; <a href="jdc:jlc:td:gl:de:

▶ 7e édition des rencontres internationales des PPP

Les 23 et 24 octobre 2013 au Palais des Congrès - 2 Place de la Porte Maillot - 75017 Paris. Toutes les tables rondes mettront en perspective les différents modes contractuels des Partenariats Public-Privé (PPP), à savoir concessions, DSP, contrats de partenariat.

Renseignements et inscriptions : www.lrippp.com

Contact: <u>info@mediacontactservices.com</u>

Presse

Logement : le Parlement adopte le projet de loi visant à accélérer la construction

Le Parlement a définitivement adopté, jeudi 20 juin, le projet de loi autorisant le

gouvernement à recourir à des ordonnances pour accélérer les projets de construction.

Source : le Monde du 20/06/2013

Grandes batailles en préparation sur le front des centres commerciaux

Une course à l'armement commercial se joue à Bayonne, Caen, Marseille et Nice.

Il y aura des pertes, chez les enseignes comme chez les propriétaires de centres

commerciaux.

Source: Les Echos du 20/06/2013

L'œil nippon sur un immeuble lyonnais

Pour Bouygues Immobilier, l'avenir est là : dans la mutualisation des énergies produites par les uns, consommées par les autres, les calories dégagées par l'informatique des bureaux servant par exemple à chauffer les logements... Le programme mixte Hikari, dont la première pierre sera posée demain à Lyon, dans le guartier de la Confluence, est un pas de plus vers ce

partage.

Source: Les Echos du 20/06/2013

Le culte du secret reste fort dans l'administration

Les avis de la Commission d'accès aux documents administratifs ne sont pas forcément

suivis par les agents.

Source: Le Monde du 19/06/2013

La tour Montparnasse, 40 ans de désamour

L'anniversaire de l'édifice relance le débat brûlant sur les tours à Paris, où trois projets font

parler d'eux.

Source: Le Monde du 18/06/2013

7

La taxation des plus-values de cessions immobilières modifiée

La durée de détention à partir de laquelle les plus-values de cessions immobilières seront exonérées d'impôts, va être ramenée de trente ans à vingt-deux ans, a annoncé François Hollande, dimanche 16 juin sur M 6.

Source : Le Monde du 18/06/2013